Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1960)

Heft: 1362

Artikel: Les raisons d'un choix : le Suisse et l'intégration européenne

Autor: Arcis, Max d'

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-688721

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

STÜNZI

Times and

Fashions change

but STÜNZI Silks

are as they have been

for more than

a Century . . .

beautiful, reliable, smart.

STÜNZI

LONDON • PARIS

NEW YORK • ZURICH

OBTAINABLE AT MOST LEADING STORES

LES RAISONS D'UN CHOIX

Le Suisse et l'Intégration Européenne

Est-il exagéré de penser que la majorité des Suisses a été et est encore surprise par la rapidité avec laquelle progresse l'effort d'intégration de l'Europe occidentale, d'abord, puis de l'ensemble de la Communauté atlantique? Il y a déjà longtemps qu'on en parle, de cettle intégration. Et pourtant, nombreux chez nous étaient ceux qui la considéraient comme une lointaine éventualité, tant ils étaient sûrs que trop d'obstacles restaient à vaincre pour que les choses puissent aller bon train, et tant on a pris l'habitude, en Suisse, de vivre pour nous-mêmes, sans trop se préoccuper de ce que fait le monde extérieur. De là à penser que nous pourrions longtemps encore continuer à vivre sur notre lancée et selon nos goûts et nos traditions, sans être entraînés dans le mouvement contemporain, il n'y avait qu'un pas.

Comme ils doivent aujourd'hui être deçus, ceux qui ont franchi ce pas d'un cœur léger! Les événements leur apportent soudain un cruel démenti: non seulement l'intégration occidentale a fait de rapides progrès, non seulement ces progrès se poursuivent à une cadence accélérée, mais la Suisse ellemême a mis le petit doigt dans l'engrenage en adhérant à l'Association européenne de libre-échange (AELE) et elle n'est désormais plus tout à fait libre de conduire ses affaires économiques sans tenir compte des réactions de ses partenaires.

Une contradiction?

Cette situation étant, peu de monde s'inquiète à vrai dire des conséquences futures de la nouvelle position économico-politique de notre pays, car elles n'apparaissent point encore aux yeux du plus grand nombre; il en est qui, par contre, s'impatientent à l'idée que nous avons adhéré à la zone de libre-échange de l'AELE et que nous sommes restés à l'écart du Marché commun. Ils voient dans ce choix une contradiction: pourquoi refuser à l'un ce qu'on accorde à l'autre? Ils y voient aussi une erreur de politique économique: les six pays members du Marché commun sont à la fois de plus importants fournisseurs et de meilleurs clients de notre pays; pourquoi, dès lors, donner la préférence aux autres? La logique eût commandé de s'associer avec les partenaires avec lesquels nos échanges sont les plus actifs.

Un tel raisonnement a pour lui la stricte logique. Il faut pourtant tenir compte de ce que, dans les grandes affaires internationales — et l'intégration européenne en est une — la logique n'intervient pas seule et que des considérations politiques ont souvent bien plus de poids qu'elle. Dans le choix proposé à notre pays: Marché commun ou AELE — les considérations d'ordre politique ont d'autant plus aisément supplanté la logique des prétendus réalistes, que celle-ci n'est qu'apparence, étant fondée sur une appréciation de la situation négligeant un élément d'une importance capitale.

Souveraineté intacte

Expliquons-nous. Et commençons par la politique. Une adhésion de la Suisse au Marché commun eût supposé de sa part une aliénation partielle de sa souveraineté qui eût été en formelle contradiction avec

notre neutralité. Politiquement parlant, du moment où la Suisse faisait son entrée au sein du Marché commun, elle adhérait à un bloc dont les intérêts économiques ne sont qu'un prétexte à l'instauration d'une intégration politique dont beaucoup, chez nous, n'ont pas mesuré l'ampleur. Or, trop d'incertitudes subsistent pour que les autorités suisses aient pu courir le risque de renoncer à notre neutralité traditionnelle pour adhéreé à un nouveau bloc politique dont les contours sont encore mal définis et dont on ignore les conséquences lointaines. Un tel inconvénient n'existe pas avec l'AELE. Celle-ci n'entame en rien la souveraineté nationale des ses membres. Elle leur laisse la possibilité de conduire à leur guise leur politique douanière et économique à l'égard des pays tiers : elle ne les soumet en aucune manière à une autorité supranationale qui ne peut pas ne pas être — en partie tout au moins — de nature politique. Une adhésion de la Suisse au Marché commun présentait donc de sérieux inconvénients d'ordre politique qui n'existaient pas dans le cas de l'AELE.

Liberté d'action

Revenons maintenant sur le terrain économique. Nous avons plus haut traité d'apparence l'avantage qu'il y aurait eu à négocier avec celui des deux blocs avec lequel nous avons le mouvement d'échanges le plus important. Si notre sphère d'activité économique ne dépassait pas le cadre européen, il est certain que la participation au Marché commun eût été bien plus intéressante pour nous que celle à l'AELE. Mais nous ne pouvons ainsi nous abstraire du monde extérieur à l'Europe. Nous le pouvons d'autant moins que les pays extra-européens absorbent une proportion importante de nos exportations. En 1958, par exemple, les Six du Marché commun apparaissent pour 39,18% dans nos exportations totales, tandis que les marchés extra-européens en absorbaient le 44,22%, le solde allant aux pays européens non membres du Marché commun. Ces proportions nous montrent que les marchés non européens, plus les marchés européens extérieurs au Marché commun majorisent nettement le marché des Six. Or, si nous adhérions au Marché commun des Six, nous nous trouverions obligés de nous plier à la politique douanière et commerciale de la communauté, ce qui nous empêcherait de vendre à qui nous voulons, aux conditions que nous voulons.

D'autre part, nous nous trouverions au sein du Marché commun avec des pays possédant leurs propres matières premières, alors que nous n'aurions plus la faculté de pratiquer à notre gré une politique nous permettant de faire outre-mer les achats les plus avantageux possible. Nous serions ainsi nettement désavantagés sur le terrain de la concurrence.

Le problème posé à nos négociateurs n'était pas simple : d'une part, la Suisse doit conserver une certaine liberté d'action puisque sa sphère d'influence économique est non pas l'Europe, mais le monde et que les pays sous-développés sont pour nous des marchés en devenir ; d'autre part, il fallait tenir compte de ce qu'une politique d'isolement dans une Europe en voie d'intégration serait à la longue intenable pour nous, économiquement et politiquement. Ne pouvant choisir d'aller dans un extrême ou dans l'autre — d'adhérer au Marché commun ou de faire cavalier seul — nos autorités ont choisi la seule solution raisonnable qui était d'adhéerer au bloc européen nous offrant le maximum de possibilités de collaboration économique, sans entamer notre souveraineté politique. Ce n'est peut-être pas l'idéal. Mais la politique n'est-elle pas l'art du possible?

Max d'Arcis
(Echo, Mars, 1960).

"BESCH DU AU SCHO OF EM PILATUS GSCHTANDE?"

(Translation by J.J.F.S.)

Have you, I wonder, ever chanced to stand
On Mount Pilatus in the dawning light
When, steeped in morning stillness, lake and land,
Still wrapped in peaceful slumber, meet your sight?

Look, how the heavens now begin to glow
And watch the sun in glorious splendour rise.
Like sparkling diamonds in a glitt'ring row
The Alpine chain extends before your eyes.

See how the lake is changing, turning blue
And how, by mountain breezes lightly fanned,
The rippling waves their playful path pursue,
O, is not ours a fair and wondrous land!

And now the Ruetli stirs, that hallowed mead
Which, never sleeping, guards us night and day,
Resists the strong and shields the weak who need
Its help, in William Tell's immortal way.

The light is growing and the shadows flee,
The pulse of life beats strongly ev'rywhere,
And over farms and meadows you can see
A new-born day appearing, bright and fair.

O, all this glory, all this rich array
Of beauty, poured from nature's boundless store;
May God preserve it, this we humbly pray,
To our beloved homeland evermore.

SCHWEIZERBUND
(SWISS CLUB)
74 Charlotte St., London, W.I

MEMBERSHIP SUBSCRIPTION NOW
10/- PER ANNUM

BRING YOUR BUSINESS FRIENDS TO LUNCH

A LA CARTE

Under the Management of
M. & Mme. F. Vuistiner *(Chef de Cuisine)*

For Banquets up to 150 persons or any special arrangements, e.g. Theatre Parties, Weddings, etc., please telephone Museum 0036